

Les vols nocturnes de DHL Express au-dessus de Bruxelles

Stocké dans les Archives du journal Belge Le Soir. Date, le samedi 2 octobre 2004

http://archives.lesoir.be/courrier_t-20041002-ZOPUKA.html

Bruxelles, DHL, mêmes ailes... ça vole bas !

Voilà bien longtemps que le simple citoyen que je suis, avait les oreilles qui s'échauffaient au propre et au figuré à entendre le bruit fait par les avions et à propos des avions qui survolent Bruxelles. L'excellent éditorial de Bénédicte Vaes m'a fait sortir de ma léthargie naturelle pour entonner la plainte du survol de Bruxelles.

Comment un gouvernement - quel que soit son niveau, fédéral, bruxellois ou flamand - peut-il se laisser emporter, enfermer et emprisonner par le chantage d'une entreprise qui va joyeusement inonder de décibels plus d'un million d'individus pour la simple raison que cela va créer des emplois ? A-t-on calculé ce qu'ont coûté à la nation, donc au peuple, toutes ces réunions à haut niveau ? Pour déboucher sur quoi ? Et les autres dossiers dorment-ils, eux, dans l'entre-temps ? L'argent économisé par les non-réunions aurait-il permis de créer ces emplois si chéris qui rapportent des votes ?

Je trouve incroyable que l'on consacre tant d'énergie à un dossier qui montre, si besoin en était, quel cas l'on fait de l'opinion des citoyens. Car disperser, c'est une chose, limiter ou réduire les nuisances en est une autre. Moi aussi je suis réveillé chaque nuit par ces avions dont le vol, dit-on, est indispensable au bien de la nation, à la survie du gouvernement, à la création de x emplois et je ne trouve pas cela drôle. Nous avons tous un droit imprescriptible au sommeil.

Je suis certain que d'autres solutions se présentent pour créer des emplois que la seule survie de DHL. Où sont les brillants managers et chefs de cabinet inventifs, comme ils aiment à se décrire ? De plus, le gouvernement se ridiculise en se laissant mener en bateau (ou plutôt en avion) par une entreprise qui se soucie du bien commun comme de l'an quarante. Bénédicte Vaes a les mots justes, même pas exagérés, si ce pays était une entreprise, son incapacité le mettrait en péril.

Nous ne sommes pas payés, nous citoyens, pour trouver des solutions politiques, économiques ou autres mais pour l'amour du ciel ou plutôt du repos du ciel, Mesdames et Messieurs nos gouvernants, décollez vers des cieux plus sereins où l'on peut parler sans devoir crier et où le repos de chacun est garanti !

J.-B. QUICHERON Wemmel